

ENTWICKLUNGSHILFE IST NICHT SACHE DER AIRLINES

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT N'INCOMBE PAS AUX COMPAGNIES AÉRIENNES

Frankreich erhebt per 1. Juli 2006 auf allen Flugtickets eine neue Steuer von einem bis 40 Euro. Dieses Geld der Flugpassagiere soll in die Entwicklungshilfe fliessen. Für die Aerosuisse, den Dachverband der Schweizer Luftfahrt, ist dies ein völlig falscher Ansatz, um Projekte in der Dritten Welt zu finanzieren. Der Bundesrat wird vom Dachverband der schweizerischen Luftfahrt aufgefordert, einer solchen Ticketabgabe in der Schweiz eine deutliche Absage zu erteilen, denn Entwicklungshilfe ist Sache des Staates und nicht der Luftfahrtindustrie.

«Eine solche zusätzliche Steuer würde zu einer untragbaren Belastung der Fluggesellschaften und zu Wettbewerbsverzerrungen führen», kritisiert Aerosuisse-Präsident Paul Kurrus. Bei einer weltweiten Einführung der Abgabe würde der Luftverkehr mit Zusatzkosten in Höhe von über zehn Milliarden Euro belastet. «Das kann die Branche weder abfedern noch auf die Kunden abwälzen», betont Paul Kurrus. Der Markt erlaube keine Preiserhöhungen.

Die europäischen Fluggesellschaften mussten in den vergangenen fünf Jahren (mit Ausnahme von 2004) einen kumulierten Verlust von über fünf Milliarden Euro verzeichnen. «Diese Abgabe wird das Wirtschaftsergebnis der Fluggesellschaften unweigerlich weiter verschlechtern», hält der Aerosuisse-Präsident fest. Es sei geradezu widersprüchlich, den Luftverkehr zu benachteiligen, um den Entwicklungsländern

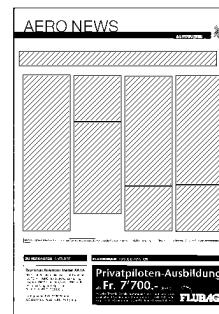
helfen zu wollen. Der Luftverkehr stellt für diese Länder eine Schlüsselindustrie dar und ist Voraussetzung zur Schaffung von neuen Arbeitsplätzen, davon ist die Aerosuisse überzeugt. Tourismus sei häufig ihre Haupteinnahmequelle. Erfahrungen in anderen Ländern zeigen, dass der Tourismus sehr empfindlich selbst auf kleine Zusatzkosten reagiere.

Vielmehr wären neue ökonomische Möglichkeiten in diesen Ländern gefragt. Der Bericht der Weltbank habe deutlich gezeigt, dass offene Märkte und ökonomische Liberalisierungen Entwicklungsländern am schnellsten auf einen besseren Weg führten, hält die Aerosuisse weiter fest.

■→ Le 1^{er} juillet 2006, la France prélèvera un nouvel impôt sur tous les billets d'avion. Cette taxe pourra atteindre 40 euros par billet. Les sommes ainsi obtenues devraient être reversées en faveur de l'aide au développement. Aerosuisse, fédération faîtière de l'aviation civile suisse, estime que cette disposition est parfaitement inadéquate pour le financement de projets dans le tiers-monde, et prie instamment le Conseil fédéral d'opposer un refus catégorique à une disposition analogue en Suisse. Aerosuisse est d'avis que l'aide au développement incombe aux Etats et non à l'industrie des transports aériens.

«Un tel impôt supplémentaire constituerait une charge insupportable pour les compagnies aériennes ainsi qu'une distorsion de concurrence», com-

mente Paul Kurrus, président d'Aérosuisse. Si la redevance devait s'appliquer dans le monde entier, le budget de l'industrie des transports aériens serait grevé de plus de 10 milliards d'euros. «Le secteur aérien n'est pas plus en mesure d'amortir ce coût supplémentaire que de le répercuter sur la clientèle», poursuit Paul Kurrus. Le marché ne tolère pas d'augmentations tarifaires. Au cours des cinq dernières années (exception faite de 2004), les compagnies aériennes européennes ont réalisé des pertes cumulées de plus de cinq milliards d'euros. «La redevance ne fera qu'aggraver la situation économique des compagnies aériennes», prédit le président d'Aérosuisse. Il est éminemment paradoxal de désavantager le secteur aérien sous prétexte de venir en aide aux pays en voie de développement. Aérosuisse est persuadée que le secteur aérien représente pour ces pays une industrie clé, et que son maintien est la condition sine qua non à la création d'emplois. Le tourisme est en effet souvent la première source de revenus des pays en voie de développement. Expérience faite dans d'autres pays, le tourisme est très réactif à la moind-



dre augmentation tarifaire.

Les pays en voie de développement ont avant tout besoin de nouveaux débouchés économiques. Le rapport de la Banque mondiale a clairement démontré que ce sont l'ouverture des marchés et la libéralisation économique qui ont contribué à l'amélioration de leur situation économique.